
Table des matières

Abréviations	XIX
Introduction générale	1
Première partie La notion de «malade mental»	9
Introduction	11
A. La notion de «malade mental» dans l'histoire	12
a) L'origine étymologique du terme «aliéné»	12
b) L'évolution historique	13
B. La notion médicale	19
a) La classification	19
b) Les critiques	23
1) L'inexactitude de la classification	24
2) La négation de la maladie mentale	25
c) La notion de la psychiatrie moderne	28
C. La notion criminologique	33
D. La notion juridique	37
a) La délimitation du sujet	37
b) Dément, aliéné, malade mental, handicapé mental: une évolution	40
1) Dément et aliéné	40
i) Dément: le système pénal	41
ii) Aliéné: le système de santé mentale	42
iii) L'intégration progressive des deux systèmes	44
2) Malade mental: un terme symbole d'intégration et de modernité	47
3) Handicapé mental: un terme encore trop imprécis	48
c) Le droit confronté à la recherche d'une définition de la notion de «malade mental»	52
1) L'évolution incessante de la notion de «malade mental»	53
2) Les textes nationaux	54
3) Les textes internationaux	57
i) Le malade mental non délinquant	57

i.a) Personne atteinte de troubles mentaux	57
i.b) Personne atteinte de maladie mentale	60
i.c) Patient	62
ii) Le malade mental délinquant	64
ii.a) Détenu aliéné et anormal mental	64
ii.b) Délinquant de droit commun	65
d) Les critères essentiels de la notion «juridique» de malade mental	66
1) Le critère sociologique	67
i) Le critère politique	70
ii) Le critère moral	72
2) Le critère de dangerosité	75
i) Le danger du malade mental non délinquant: son objet et sa nature	76
i.a) L'objet du danger	77
i.b) La nature du danger	81
ii) Le danger du malade mental délinquant: son objet et sa nature	84
ii.a) L'objet du danger	84
ii.b) La nature du danger	85
iii) Les critiques à l'encontre du critère de dangerosité	89
Conclusion	95
Deuxième partie	
La privation de liberté du malade mental: formes et conditions	97
Introduction	99
A. En général	100
a) La notion de privation de liberté	101
b) Les conditions de privation de liberté	103
1) Le respect du droit à la sûreté	103
2) Les autres conditions	104
B. Le champ d'application de l'art. 5 al. 1 let. e) CEDH	106
a) Les catégories de l'art. 5 al. 1 CEDH	106
b) La détention d'un «aliéné»	110
1) L'hospitalisation involontaire	110
i) La procédure administrative	112
ii) La procédure pénale	112

2) L'hospitalisation volontaire	113
i) Une tentative de définition	114
ii) La portée de la jurisprudence Nielsen c. Danemark	116
iii) L'hospitalisation volontaire proprement dite	121
3) L'hospitalisation dans un établissement psychiatrique privé	125
4) Les services psychiatriques ouverts	130
i) Les origines	130
ii) Mesure privative de liberté ou simple restriction?	137
C. Les conditions de privation de liberté	147
a) L'«aliéné» de la let. e) de l'art. 5 CEDH	147
1) Notion autonome ou notion absente?	148
2) La casuistique «strasbourgeoise»	150
b) Légalité et régularité: les dénominateurs communs minimaux	152
1) Le respect des voies légales internes	153
i) La «qualité» du droit national	154
ii) L'autorité nationale compétente pour ordonner la privation de liberté	155
iii) La portée du contrôle conventionnel	158
iii.a) L'erreur de droit	159
iii.b) Le caractère subsidiaire du grief du non-respect des voies légales internes	162
2) L'exigence de régularité	171
i) L'existence d'un trouble mental	174
i.a) L'autorité nationale compétente	174
i.b) L'expertise médicale objective: le pivot du système	175
i.b.a) La qualité objective de l'expertise	176
i.b.b) Les principes d'indépendance et d'impartialité	183
i.b.c) L'expert et le juge	185
i.b.d) Un survol récapitulatif de droit comparé	188
ii) L'ampleur du trouble mental	191
iii) La persistance du trouble mental	197
iv) L'adéquation du lieu de placement	204
iv.a) La jurisprudence Ashingdane c. Royaume-Uni et son évolution	204
iv.b) L'application de l'art. 3 CEDH	210
iv.c) Quelques solutions nationales	214

c) Les modalités particulières de certains placements	216
1) Le placement d'un délinquant malade mental: quid de la base légale?	216
2) Le placement du délinquant d'habitude ou du récidiviste et la notion du lien causal formel	220
3) Le placement d'urgence	227
4) Le placement en vue d'observation	234
Conclusion	237
Troisième partie Les droits procéduraux du malade mental privé de liberté	239
Introduction	241
A. Le droit de recours juridictionnel	242
a) Généralités	243
b) Champ d'application	245
1) Titularité	245
2) L'«intérêt actuel» à l'introduction du recours	248
3) L'hospitalisation à la demande de tiers	250
4) L'hospitalisation de courte durée	252
c) Le droit de recours juridictionnel et ses limites	254
1) Le recours contre la décision initiale d'hospitalisation	254
i) L'exception du «contrôle incorporé» et ses critiques	255
ii) Le double degré de juridiction, un remède?	260
2) Le contrôle périodique de l'hospitalisation	265
i) Le principe	265
ii) Le placement de durée limitée	268
iii) Le placement de durée illimitée	272
iv) L'intervalle raisonnable	273
v) Malades mentaux délinquants, récidivistes, délinquants d'habitude: une exception?	278
v.a) Les malades mentaux délinquants	278
v.b) Les récidivistes et les délinquants d'habitude	279
d) L'impératif d'«efficacité» du contrôle juridictionnel	291
1) La portée du contrôle judiciaire de la légalité	291
i) Toute la légalité	292
ii) Rien que la légalité	295

2) Le «bref délai» pour statuer	302
i) La période à prendre en considération	302
ii) Les critères	306
iii) Un bref aperçu de la casuistique	311
3) La cariatide de l'architecture juridictionnelle: la notion de «tribunal»	316
i) Le critère fonctionnel	317
i.a) Indépendance et impartialité	317
i.a.a) Le critère d'indépendance	320
i.a.b) Le critère d'impartialité	322
i.a.c) Les tribunaux mixtes	324
i.a.d) Les commissions psychiatriques consultatives	328
i.b) Le pouvoir «libératoire»	331
ii) Le critère qualitatif	337
B. Les garanties procédurales	341
a) Les garanties procédurales essentielles	341
1) Le droit d'accès à un tribunal	342
2) Le droit d'être entendu	344
i) Comparution personnelle ou représentation?	345
i.a) Le malade mental non délinquant	346
i.b) Le malade mental délinquant	352
i.c) L'«exception thérapeutique»	353
i.d) L'enfant malade mental	355
ii) Le droit d'accès au dossier médical	358
ii.a) La portée du droit d'accès au dossier médical et ses limites	360
ii.b) L'accès au dossier médical en dehors de tout contentieux	363
iii) Le droit de contredire «les constatations médicales» à charge	365
iii.a) Le droit à une contre-expertise	366
iii.b) Le droit de convoquer des experts à décharge	368
iii.c) Le droit d'être confronté aux experts à charge	371
3) Le droit d'être assisté par un avocat	374
i) La portée du droit d'être assisté par un avocat et ses limites	375
ii) Les obligations à la charge des Etats	379

b) Les «autres» droits	383
1) Le droit d'être présumé sain d'esprit	383
2) Le droit à un conseiller accompagnant	387
3) Le droit au «huis clos»	391
c) Le droit d'être informé	392
1) Sur l'hospitalisation	393
i) La jurisprudence Van der Leer c. Pays-Bas et la consécration du droit du malade mental d'être informé sur son hospitalisation	393
ii) Les modalités de transmission de l'information	395
ii.a) Le moment de l'information	396
ii.b) Le contenu de l'information	400
ii.c) La forme de l'information	402
ii.d) L'intelligibilité de l'information	404
iii) Le droit d'obtenir une décision motivée	405
2) Sur l'ensemble des droits garantis	407
C. Les autres voies de droit	413
a) Quid de l'application de l'art. 6 CEDH?	413
b) Le droit de plainte ou le droit à un «recours effectif»	416
c) Le droit à réparation	420
Conclusion	431
Conclusion générale	433
Bibliographie	441
Liste des principaux arrêts cités	481